

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 18/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAINT GOBAIN SEKURIT FRANCE**

249 bd Drion BP 74  
59580 Aniche

Références : 2025 -V3 -034  
Code AIOT : 0007002451

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement SAINT GOBAIN SEKURIT FRANCE implanté 249 bd Drion BP 74 59580 Aniche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT GOBAIN SEKURIT FRANCE
- 249 bd Drion BP 74 59580 Aniche
- Code AIOT : 0007002451
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SAINT-GOBAIN SEKURIT est une usine de transformation du verre, spécialisée dans la

fabrication de toits ouvrants et de lunettes latérales pour l'automobile. La capacité de production du site est de l'ordre de 3 millions de pièces par an. Le site fonctionne 24 h / 24, 6 jours / 7. L'effectif du site est de 124 personnes.

Deux lignes de sérigraphie du verre sont présentes sur le site, la ligne LKT1 et la ligne LKT2. Chaque ligne est constituée :

- d'un atelier de sérigraphie (application d'émail sur le verre), dont l'air ambiant est aspiré et rejeté en toiture ;
- d'un four électrique permettant de ramollir le verre et de sécher l'émail.

La ligne LKT1 (reliée au conduit n° 2 dans l'arrêté préfectoral d'autorisation) est dédiée à l'application d'émaux IR (infrarouges). La ligne LKT2 (reliée au conduit n° 1) est dédiée à l'application d'émaux UV (ultraviolets).

Actuellement, seule la ligne LKT1 fonctionne en continu (5 x 8). La ligne LKT2 ne fonctionne pas en raison d'une baisse temporaire d'activité. L'exploitant prévoit que la ligne puisse être remise en fonctionnement dans le futur, sans toutefois en connaître la date prévisionnelle.

Au regard de la nomenclature des installations classées, le site est notamment soumis à autorisation au titre de la rubrique 2530-1 (Fabrication et travail du verre).

L'activité du site est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 avril 2010.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Demande d'action corrective	6 mois
2	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Demande d'action corrective	30 jours
3	Traitement des fumées - entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
7	Traitement des fumées - disponibilité documents	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande d'action corrective	30 jours
8	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
12	Respect de la consommation de solvant	Arrêté Préfectoral du 26/04/2010, article 3.2.7	Demande d'action corrective	30 jours
13	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
5	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	Sans objet
6	Traitement des fumées - consignes	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59	Sans objet
9	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
10	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
11	Respect des VLE en COV - conformité aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection met en avant sept non-conformités dont trois donnent lieu à une proposition de mise demeure. Les quatre conformités restantes doivent faire l'objet d'actions correctives par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Canalisation des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b>  Dans l'arrêté préfectoral encadrant l'activité du site, deux points de rejet sont identifiés, un au niveau du four 8 (LKT1) et un au niveau du four 9 (LKT2). Dans le cadre de la surveillance, seuls les rejets du conduit 2 de la ligne LKT1 sont analysés. L'exploitant explique que la machine reliée au conduit 1 de la ligne LKT2 n'est plus utilisée. Toutefois, cette machine a été remplacée par un autre modèle sans extracteur intégré. Il en

résulte que les gaz émanant du process de la salle sérigraphie four 9 (LKT2) ne sont pas captés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de capter et canaliser les émissions générées au niveau de la sérigraphie four 9 (LKT2).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Émissions diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
<b>Constats :</b>  Les substances utilisées ne sont pas pulvérulentes, le process nécessite de l'email en pâte. Dans les ateliers sérigraphie, l'inspection des installations classées constate la présence de panneaux affichant clairement les consignes concernant l'utilisation des produits. Toutefois, l'inspection des installations classées constate que, contrairement aux consignes, les contenants restent ouverts, les chiffons imprégnés ne sont pas déposés dans les poubelles mises à disposition.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit faire respecter les consignes concernant l'utilisation des solvants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 3 : Traitement des fumées - entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
---

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Sur le four 8, les fumées sont extraites, traitées par un système au charbon actif et réinjectées dans l'atelier ;  Le four 9 ne dispose d'extracteur.  Au regard des informations transmises dans le plan de gestion des solvants, notamment les émissions diffuses et suite au constat olfactif de la présence de COV dans l'air, l'inspecteur des installations classées constate que la gestion des effluents gazeux n'est pas satisfaisante.  Le PGS 2023 fait apparaître 4762 kg de solvants non captés pour une consommation de 5293 kg de solvants soit 90 % d'émissions diffuses (non captées, non traitées). Le PGS 2024 fait apparaître 4444 kg de solvants non captés pour une consommation de 4777 kg de solvants soit 93 % d'émissions diffuses.  Le plan d'action transmis par l'exploitant identifie le changement des filtres à une fréquence plus importante (deux fois par an) comme action à réaliser pour réduire les émissions de COV. Cette action n'a pas été concluante pour l'exploitant et une fréquence de remplacement à une fois par an a été réinstaurée. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier de la méthode utilisée pour s'assurer de l'efficacité des filtres.  En outre, la description de l'installation (four 8) reprise dans les rapports CERECO 2023 et 2024 indique que l'installation ne dispose d'aucun type d'abattement de polluants. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'expliquer ce descriptif et de faire le lien avec l'efficacité des filtres évoquée ci-dessus  L'inspection des installations classées propose à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de capter les émissions de la LKT2 four 9 conformément à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et à son arrêté préfectoral d'autorisation du 26 avril 2010 et d'améliorer la captation des émissions du four 8.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 4 : Traitement des fumées - conception**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.  Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou</p>

<p>arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 13 janvier 2024, l'exploitant a transmis les documents justifiants de l'entretien et du suivi de ses installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le contrat d'entretien passé entre le groupe Saint-Gobain et la société MCI</li> <li>• le rapport d'intervention de MCI datant du 29 juillet 2024 relatif à la maintenance des équipements</li> <li>• la gestion des incidents : type d'incident, intervention de l'équipe technique</li> <li>• le reportage photo des travaux pour le changement de la buse de sortie de l'extraction de la sérigraphie LKT1 pour que le rejet soit conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</li> </ul> <p>Ces documents justifient de l'entretien et du suivi des équipements existant, notamment la ligne LKT1.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Traitement des fumées - matériel disponible

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - matériel disponible</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La maintenance du dispositif est assurée par la société MCI, spécialisée dans l'installation et la maintenance d'équipements de réfrigération industrielle, commerciale et de climatisation.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 13 janvier 2025 le contrat CE49-22/JD/MJ/SL qui encadre les prestations de maintenance et de dépannage.</p> <p>L'exploitant sollicite la société en cas de problème. Elle s'engage à intervenir dans les 8h. La prestation comprend le coût des pièces dont le remplacement est nécessaire à la remise en fonctionnement opérationnel de l'équipement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Traitement des fumées - consignes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation et de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>[...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</p> <p>« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.</p> <p>[...]</p> <p>- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas de consignes concernant le système de traitement des fumées lors des périodes d'arrêt ou de redémarrage et lors du dysfonctionnement de l'installation.</p> <p>Il justifie cette absence de consignes par le fait que le process ne présente pas de variation dans son fonctionnement et qu'en cas de dysfonctionnement, le process s'arrête automatiquement.</p> <p>La quantité de pâte nécessaire dans le process est minutieusement mesurée pour atteindre la qualité attendue pour le produit fini. En cas de problème à cette étape de mesurage, la machine détecte un dysfonctionnement et s'arrête automatiquement. L'exploitant justifie ainsi l'absence de mesures par le fait qu'un surdosage n'est pas possible.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Traitement des fumées - disponibilité documents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes et documents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare tenir un registre de maintenance du dispositif de traitement des COV.</p> <p>Toutefois, le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter ce registre.</p> <p>L'exploitant a transmis le contrat de maintenance et les justificatifs d'intervention de la société</p>

MCI.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'adopter une organisation afin d'être en mesure de mettre, en permanence, à la disposition de l'inspection des installations classées tous les documents justifiant du suivi des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 8 : Surveillance des rejets - mesure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les rapports de surveillance 2023 et 2024 émis par CERECO relatifs aux rejets du conduit n°2 de la ligne LKT1 (four 8). Le rejet de la ligne LKT2 n'est plus en service (machine à l'arrêt) la surveillance n'est pas réalisée pour ces rejets. Par courriel du 13 janvier 2025, l'exploitant a transmis les rapports 2023 et 2024. Le rapport de 2023 ne présente aucune non-conformité. Le rapport de 2024 présente des non-conformités par rapport aux valeurs limites prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 avril 2010 encadrant les activités du site, notamment la vitesse d'éjection les valeurs en flux pour le Cadmium et la somme des métaux Sb+Cr+Cu+Mn+V+Sn. Le conduit présente une vitesse d'éjection à 5,573 m/s pour une vitesse minimum d'éjection défini à 8m/s. Pour le Cadmium, le flux moyen est de 0.1113 g/h pour une valeur limite à 0,084 g/h et pour les métaux, le flux moyen est de 0,9414 g/h pour une valeur limite à 0,0084 g/h.  L'inspection des installations classées propose à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites prescrites dans son arrêté d'autorisation du 26 avril 2010.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspecteur des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit transmettre annuellement les résultats de sa surveillance sans qu'il soit nécessaire de lui rappeler.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 9 : Surveillance des rejets - programme**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le laboratoire CERECO est accrédité COFRAC. Le rapport liste les paramètres mesurés, les normes de référence pour le mesurage de ces paramètres, le nombre d'essais, l'analyse sous accréditation COFRAC ou pas et la stratégie adoptée pour les mesurages.</p> <p>Notamment, le laboratoire a respecté la norme NF EN 12619 pour le mesurage de la concentration des COV et la norme NF EN 43-554 pour le mesurage de la concentration des COVNM.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Surveillance des rejets - justification**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les non-conformités révélées dans le rapport CERECO de 2024 ne sont pas traitées. Ces non-conformités concernent la vitesse au débouché de la cheminée, les flux horaires d'éjection du cadmium (Cd) et des métaux (Sb + Cr + Cu + Mn + V + Sn).</p> <p>Par courriel du 13 janvier 2025, l'exploitant a transmis un plan d'actions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Respect des VLE en COV - conformité aux rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. [...] Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 : 1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ; 2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.
<b>Constats :</b>  Les résultats des mesures de COV sont conformes aux valeurs limites d'émissions définies dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Respect de la consommation de solvant**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/2010, article 3.2.7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Si la consommation annuelle de solvant est supérieure à 5 tonnes, le flus annuel des émissions diffuses ne dépasse pas 25 % de la quantité de solvants utilisée.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déclaré une consommation supérieure à 5t de solvants pour l'année 2023. Il ne respecte pas les prescriptions de son arrêté d'autorisation. La valeur d'émissions est supérieure à la valeur limite d'émission définie dans l'arrêté. Par courriel du 19 février 2025, l'exploitant a transmis les quantités de solvants consommés pour chaque année entre 2018 et 2024. La consommation annuelle de solvant est globalement inférieure à 5 tonnes (entre 4,009 tonnes et 4,994 tonnes) sauf pour l'année 2024 où elle est de 5,293 tonnes. Il est demandé à l'exploitant de fournir les valeurs de surfaces traitées pour les 3 dernières années et de commenter les éventuels écarts de ratio obtenus.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours
----------------------------------

**N° 13 : Plan de gestion des solvants (PGS)**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
--

Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)
--

**Prescription contrôlée :**

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

**Constats :**

L'exploitant a transmis son plan de gestion des solvants via GEREP.

Ce plan de gestion des solvants fait apparaître 90% d'émission diffuses de solvants. La visite d'inspection a permis de confirmer que les émissions diffuses sont réelles. L'odeur de solvant est fortement prégnante.

L'exploitant a mis en place un plan d'action qui comporte notamment un travail sur la récupération des fonds de pot et sur le dosage des diluants dans les mélanges.

Ce plan d'actions fixe des actions relatives à la diminution des émissions diffuses COV courant 2025. L'exploitant s'engage à réaliser une analyse technico - économique pour une meilleure captation des émissions de COV pendant le premier semestre 2025, une analyse technico - économique pour l'installation d'instrumentalisation des mesures de vitesse et/ou de flux pour la ligne LKT1 en 2026 et une analyse technico - économique pour la captation des émissions sur la ligne LKT2 sur la période 2026 - 2028.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de travailler sur l'extraction des diffus prioritairement, notamment en mettant en place une extraction sur la ligne LKT2.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective
---

Proposition de délais : 6 mois
--------------------------------